

Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen
« pour l'Emploi et l'inclusion en Métropole » 2014-2020
AXE PRIORITAIRE 3 - Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion

Le Département et l'Europe s'engagent pour
« CONDUIRE LA BATAILLE POUR L'EMPLOI
EN FAVEUR DES PERSONNES QUI EN SONT ELOIGNEES »

APPEL A PROJETS 2018
(Conseil Départemental et Fonds Social Européen)

Date de lancement de l'appel à projets : 26 janvier 2018

La demande de subvention doit obligatoirement être remplie et
déposée sur le site Ma Démarche FSE :

(Entrée « programmation 2014-2020 »)

<https://ma-demarche-fse.fr/demat/>

SOMMAIRE

I – La bataille pour l’emploi : Un engagement volontariste du Département du Pas-de-Calais

- 1.1 Contexte départemental
- 1.2 Territoires
- 1.3 La bataille pour l’emploi, un engagement structuré
- 1.4 Le Fonds Social Européen (FSE)
- 1.5 Axes prioritaires de l’appel à projets
- 1.6 La démarche pédagogique

II – Modalités de l’appel à projets

- 2.1 Public cible
- 2.2 Objectifs généraux
- 2.3 Durée des projets
- 2.4 Modalités générales de financement
- 2.5 Modalités de demande
- 2.6 Sélection des projets

III – Les dispositifs de l’appel à projets

Dispositif 1 de la convention 2018 -2020 de subvention globale départementale - PON AXE 3 - OS 3.9.1.1

- 3.1 L’Insertion Sociale et l’Insertion Professionnelle – ISIP

Dispositif 2 de la convention 2018 -2020 de subvention globale départementale - PON AXE 3 - OS 3.9.1.1

- 3.2 L’aide à l’encadrement dans les Ateliers et Chantiers d’Insertion – Chantiers permanents
- 3.3 L’aide à l’encadrement dans les Ateliers et Chantiers d’Insertion – Chantiers ponctuels dits chantiers écoles
- 3.4 L’aide à l’encadrement dans les Ateliers et Chantiers d’Insertion – Chantiers Un Emploi un Toit

Dispositif 3 de la convention 2018 -2020 de subvention globale départementale - PON AXE 3 - OS 3.9.1.2 OS 3.9.1.3

- 3.5 Mise en œuvre de la commande publique socialement responsable.

Dispositif 4 de la convention 2018 -2020 de subvention globale départementale - PON AXE 3 - OS 3.9.1.2, OS3.9.1.2, OS 3.9.1.3

- 3.6 L’Appui aux dispositifs d’insertion

IV – Modalités de suivi et d’évaluation des opérations – justification des dépenses

- 4.1 Entrée et éligibilité des participants
- 4.2 Suivi des opérations et des parcours
- 4.3 Evaluation et résultats
- 4.4 Bilan et Contrôle de Service Fait
- 4.5 Justification des dépenses
- 4.6 Contacts et communication
- 4.7 Réclamations et lutte contre la fraude

I – La bataille pour l'emploi : Un engagement volontariste du Département du Pas-de-Calais

1.1 Contexte départemental

Avec 1 465 2015 habitants au 1er janvier 2013, le Département est le 8ème le plus peuplé de France métropolitaine. Entre 2008 et 2013 sa population a crû seulement de +0,08% par an (forte fécondité mais nombreux départs).

Le Pas-de-Calais connaît un faible taux d'activité mais se caractérise par des zones d'emplois spécifiques. La répartition des emplois par secteur d'activité est globalement proche de la situation régionale, mais des spécificités locales sont plus marquées (Calais 1er port français pour le transport maritime et 4ème pour le frêt, Boulogne 1er port de pêche français).

Malgré tout, le Département figure parmi les zones de France les plus touchées par la baisse de l'emploi et la hausse du chômage. Fin 2015, 12,8 % des actifs sont au chômage, soit 0,4 point de plus que dans la région (12,4 %) et 2,9 points au-dessus de la moyenne métropolitaine. A novembre 2016, 118 299 personnes sont alors couvertes par le RSA.

Le niveau de vie des ménages pâtit de ces conditions socio-économiques défavorables. Avec une personne sur 5 vivant sous le seuil de pauvreté, le département se situe au 5ème rang des départements les plus touchés par la précarité monétaire de France métropolitaine. En 2012, le Pas-de-Calais présente un taux de pauvreté de 20,2 %, supérieur de 5,9 points à celui de la France métropolitaine. La part des prestations sociales dans le revenu disponible (8,0%) est la plus forte de métropole derrière la Seine-Saint-Denis (9,0%), la moyenne régionale Hauts-de-France étant de 7,2%. La population la plus durablement touchée reste les jeunes.

En vertu de l'article L.115-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la mise en œuvre du revenu solidarité active et les politiques d'insertion relèvent de la responsabilité des Départements.

Les politiques d'insertion des publics les plus fragilisés que souhaite mener le Département du Pas-de-Calais s'inscrivent dans un contexte social et économique particulièrement difficile. Le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale. Cet environnement socio-économique explique en partie le poids des bénéficiaires du RSA (BRSA) dans le département.

Dans ce cadre, la politique volontariste d'insertion professionnelle initiée par le Département a pour objectif de favoriser l'accès à l'emploi durable et de permettre la sortie pérenne du dispositif.

A ce titre, conformément à la délibération du Conseil départemental en date du 30 juin 2017 adoptant le Pacte des Solidarités 2017-2022, le Département met en avant la nécessité d'améliorer les conditions d'accès à l'emploi en développant des pratiques innovantes d'accompagnement vers l'emploi.

1.2 Territoires

Le Département du Pas-de-Calais comprend 8 territoires d'intervention, à savoir : le Boulonnais, le Calaisis, l'Audomarois, l'Artois, la Communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin, la Communauté d'agglomération de Lens-Liévin, l'Arrageois, le Montreuillois-Ternois.

Sur chacun de ces territoires, les Maisons du Département Solidarité, en particulier les Services Locaux Allocation Insertion (MDS-SLAI), sont en charge des parcours d'insertion des bénéficiaires du RSA.

Dans le cadre de cet appel à projets, chaque porteur de projet peut proposer une ou plusieurs opérations qui s'inscrivent sur l'un des neuf territoires en appui des MDS-SLAI.

1.3 La bataille pour l'emploi, un engagement structuré

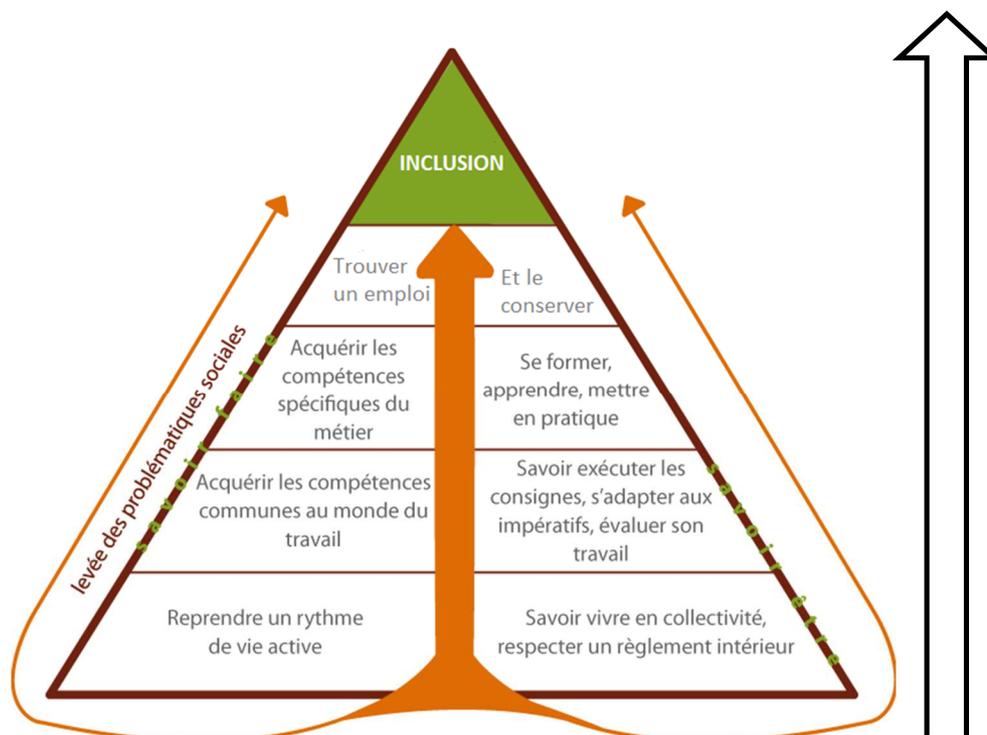
En période de difficulté économique et sociale, l'ajustement entre l'offre et la demande d'emploi n'est pas automatique, c'est pour cette raison que le Conseil départemental s'engage au quotidien dans la bataille pour l'emploi.

Dans cette optique, le Conseil départemental du Pas-de-Calais a établi un plan d'action visant à renforcer le retour à l'emploi durable des publics en insertion. Ce plan prévoit le développement d'actions en matière d'insertion professionnelle, notamment en lien avec le monde économique et les secteurs en tension.

Ainsi, l'accompagnement social et professionnel de chaque usager doit être confié à un référent de parcours positionné non seulement comme personne ressource à même de conseiller et d'orienter, mais aussi comme garant de la cohérence des parcours d'insertion capable d'activer et d'articuler les leviers adéquats.

En appui de la fonction référent, la mise en place d'étapes de parcours constitue un enjeu important. Ces étapes sont des leviers indispensables pour une mise en œuvre pertinente des parcours d'insertion, répondant chacune à une problématique particulière et contribuent à la (re)construction de l'employabilité et de l'autonomie sociale.

Ces étapes de parcours s'inscrivent dans la logique d'accompagnement schématisée comme suit :



1.4 Le Fonds Social Européen (FSE)

Par ailleurs, et dans le cadre de la subvention globale du Fonds Social Européen (FSE) déléguée pour partie au Conseil départemental pour la période 2014-2020, l'accent a été mis sur le développement d'actions en matière d'insertion professionnelle pour les publics les plus éloignés de l'emploi.

Aussi, ces actions peuvent s'inscrire dans le cadre :

- De l'objectif Thématique 9 : « Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination »

- La priorité d'investissement 9.1 : « L'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi »

Les projets déposés pourront concerner les 3 objectifs spécifiques retenus dans le cadre de la subvention globale FSE du Département à savoir :

- L'Objectif Spécifique 1 « Augmenter le nombre de parcours intégrés dans une approche globale de la personne (prise en compte des « freins sociaux » et mise en activité pour des publics très éloignés de l'emploi)
- L'Objectif Spécifique 2 : « Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion
- L'Objectif spécifique 3 : « Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire (ESS)

En fonction du périmètre des projets déposés, il appartiendra aux services instructeurs départementaux de qualifier la nature des opérations en « aide aux structures » ou « aide aux participants » et de déterminer ainsi les objectifs attendus ainsi que les moyens d'en mesurer l'atteinte.

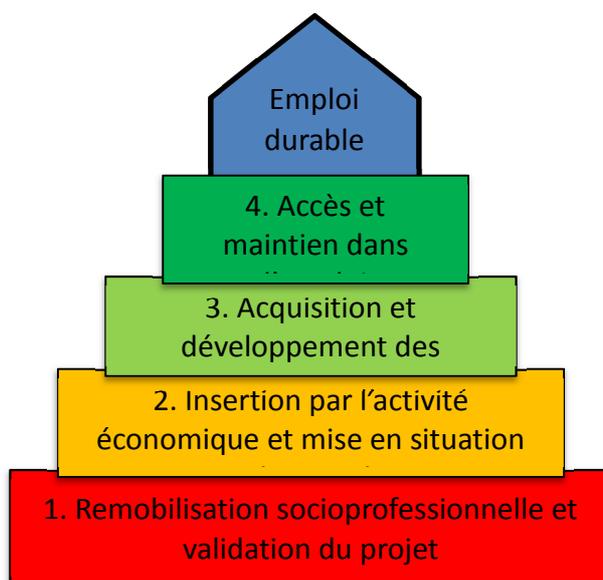
Conformément au cadre de performance du Programme Opérationnel National FSE, il est rappelé qu'il appartient aux services instructeurs départementaux d'assurer le pilotage et le contrôle du recueil des données relatives aux indicateurs de réalisation, de résultat et aux indicateurs financiers, fixés dans le programme opérationnel pour les axes concernés par le ou les dispositifs cofinancés au titre de la subvention globale. Ces données sont renseignées en continu dans Ma démarche FSE par les bénéficiaires porteurs de projets.

Dans le cadre des objectifs de performance qui ont été établis (et qui conditionnent la disponibilité de l'ensemble des crédits européens) à fin 2018, il est prévu à l'échelle régionale des Hauts de France versant Nord (Nord et Pas de Calais) d'accompagner 38 673 chômeurs et 32 714 inactifs, dont 9 021 chômeurs et 7 631 inactifs pour l'enveloppe FSE gérée par le Conseil Départemental du Pas de Calais en sa qualité d'organisme intermédiaire.

A fin 2023, ces cibles sont respectivement de 35 321 chômeurs et 24 535 inactifs à l'échelle régionale dont 9 861 chômeurs et 4 226 inactifs pour le Conseil Départemental du Pas de Calais.

1.5 Axes prioritaires de l'appel à projets

Cet appel à projets sollicite les porteurs compétents sur le territoire du Pas-de-Calais susceptibles de proposer la mise en œuvre d'étapes de parcours qui s'inscrivent dans les axes prioritaires définis ci-après, en écho à la logique d'accompagnement présentée en 1.3.



1.6 La démarche pédagogique

Il revient au porteur de projet de proposer la démarche pédagogique qu'il juge la plus adaptée à la mise en œuvre et au suivi des opérations pour la mise en œuvre de parcours d'insertion vers l'emploi pertinents.

II – Modalités de l'appel à projets

2.1 Public cible

L'opération s'adresse à des personnes éloignées de l'emploi, en particulier aux Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (BRSA) ou aux jeunes de moins de 26 ans résidant dans le Département du Pas-de-Calais.

Le public doit avoir, au préalable, exprimé une volonté certaine d'intégrer le marché de l'emploi et de s'engager, le cas échéant, à respecter une démarche contractuelle par la signature d'un contrat d'engagement réciproque du RSA (conformément au décret n°2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active).

2.2 Objectifs généraux

De manière générale, les objectifs suivants peuvent être poursuivis par les porteurs de projets :

PHASE DE L'ACOMPAGNEMENT	OBJECTIFS GENERAUX
FAVORISER L'INCLUSION SOCIALE EN DEVELOPPANT LA CITOYENNETE, L'UTILITE SOCIALE ET LA SOLIDARITE	<ul style="list-style-type: none">- Repérer son réseau familial, social...- Identifier ses compétences en matière de lien social- Acquérir/développer des compétences en participant à un projet d'utilité sociale- Travailler sur des valeurs de cohésion sociale, de respect, de solidarité, d'amélioration des conditions collectives de vie...- Devenir acteur de l'action en participant à son évaluation
REMOBILISATION	<ul style="list-style-type: none">- Connaître son environnement de proximité ;- Prendre des responsabilités, développer des stratégies pour devenir acteur de son parcours d'insertion ;- Savoir transférer les capacités professionnelles ou comportementales acquises au quotidien.
TRAITEMENT DE PROBLEMES PERIPHERIQUES	<ul style="list-style-type: none">- liés au logement ;- liés à la santé ;- surendettement ;- mobilité...
ELABORATION ET VALIDATION D'UN PROJET PROFESSIONNEL	<ul style="list-style-type: none">- Connaître ses atouts et ses difficultés ;- Connaître les métiers ;- Connaître les différentes filières d'accès à ces métiers ;- Connaître les différents partenaires socio-économiques ;- Définir les différentes étapes de son parcours d'insertion ;- Vérifier le réalisme du métier par rapport à l'environnement socio-économique.- Maîtriser les pré-requis de culture générale de base (lire, écrire, compter),- Connaître les différentes filières,- Obtenir un diplôme ou titre.

ACCES A L'EMPLOI DURABLE	<ul style="list-style-type: none"> - Acquérir des compétences (savoir-faire) permettant l'adaptation à l'entreprise (qualité du travail...), - Acquérir des savoir-être permettant l'adaptation à l'entreprise (contact, esprit d'équipe...), - Acquérir des savoir-faire complémentaires apportant un plus au C.V., - Connaître ses droits et ses devoirs en entreprise, - Savoir organiser sa recherche d'emploi, - Accéder à l'emploi. - Maîtriser la technologie appliquée au métier (règles d'hygiène, règles de sécurité), - Maîtriser la technique (gestes professionnels...),
-------------------------------------	---

2.3 Durée des projets

Chaque projet doit être réalisé dans une période maximum de 12 mois. En aucun cas, il ne peut se poursuivre pour une nouvelle période, par tacite reconduction.

2.4 Modalités générales de financement

Le Département du Pas-de-Calais, avec le soutien du Fonds Social Européen, participe au financement :

- Des charges directes*
- Des charges indirectes*

** se référer aux fiches présentées en III. pour les modalités spécifiques à chaque dispositif*

Les dépenses sont éligibles sur la durée de la convention qui sera établie dès lors que le projet recevra un avis favorable de la Commission Permanente du Conseil départemental. Toutes les dépenses déclarées devront être acquittées dans un délai de 6 mois après le terme de cette convention au plus tard.

Les candidats doivent présenter un budget en équilibre tel que les dépenses prévisionnelles soient égales aux ressources prévisionnelles.

Dans le cadre de l'instruction du projet, le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense présentant un caractère infondé et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles et/ou toutes dépenses dont le lien à l'opération n'est pas clairement démontré ou justifiable.

Les candidats doivent être en mesure de suivre de façon distincte dans leur comptabilité les dépenses et les ressources liées à l'opération : ils doivent ainsi être en capacité d'isoler, au sein de leur comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.

2.5 Modalités de demande

Les dossiers doivent être saisis et enregistrés accompagnés d'un courrier de sollicitation adressé à Monsieur le Président du Conseil départemental du Pas-de-Calais ainsi que de toutes les pièces nécessaires à l'instruction, sur le site : <https://ma-demarche-fse.fr/demat/>

2.6 Sélection des projets

Les opérations seront évaluées et sélectionnées au vu des éléments joints au dossier de demande de subvention, notamment à la lumière des critères suivants :

- Réalisation effective de dispositifs d'accompagnement conventionnés avec le Département du Pas-de-Calais (notamment sur le plan, administratif, pédagogique, financier, lien avec les services du département, ...)
- Objet social de l'organisme porteur de projet, activités régulièrement développées, connaissances et compétences de l'organisme au regard du volet professionnel ;
- Présentation du contexte général et du diagnostic territorial, justifiant de la mise en place de cette opération au regard de l'emploi et de la situation des bénéficiaires du RSA ;
- Partenariat établi par l'organisme, au regard notamment du volet socioprofessionnel ;
- Description de l'opération proposée (objectifs visés et résultats attendus) ;
- Moyens matériels et humains de l'organisme, au regard notamment, de l'accompagnement socioprofessionnel ;
- Outils pédagogiques d'accompagnement utilisés par l'opérateur ;
- Outils de suivi qualitatif, quantitatif et financier mis en place, justifiant les activités réalisées (participants et personnels mobilisés) ;
- Relations avec le service local allocation insertion et les référents (dans le cadre du positionnement, de la validation et en cas d'absence des participants) ;
- Prise en compte des priorités transversales : engagement citoyen, égalité entre les femmes et les hommes, égalité des chances et lutte contre les discriminations, développement durable ;
- Communication relative à l'intervention du Département et, le cas échéant, du Fonds Social Européen dans le dispositif susvisé ;
- Plan de financement de l'opération détaillé ;

L'absence d'éléments de réponse détaillés au dossier de présentation du projet, peut constituer un motif de rejet de la demande de subvention.

De plus, la liste des pièces obligatoires constituant recevabilité de la demande d'aide départementale est annexée au présent appel à projets. Toute demande ne présentant pas l'ensemble de ces pièces sera déclarée non recevable.

Par ailleurs, les porteurs de projets doivent avoir une résidence administrative ou une antenne sur le territoire du département du Pas-de-Calais et développer une activité régulière au sein de celle-ci. Ils doivent justifier de locaux répondant aux normes légales en vigueur en matière d'accueil du public, notamment en ce qui concerne l'accueil de publics à mobilité réduite. Les locaux doivent être desservis par les transports en commun et respecter les règles en matière d'hygiène et de sécurité, et en tout état de cause, ils doivent être accessibles aux bénéficiaires. Ces locaux doivent être pourvus des moyens matériels nécessaires à la bonne réalisation de l'opération.

En outre et ce, en conformité avec les textes législatifs et réglementaires, l'organisme s'engage à :

- Tenir une comptabilité certifiée par un expert-comptable et le cas échéant, par un commissaire aux comptes ;

- Dans le cadre d'un cofinancement par le Fonds Social Européen (FSE), tenir une codification comptable adéquate, qui réponde aux exigences de l'Instruction DGEFP n°2012-11 du 29 juin 2012 relative aux modalités de contrôle de service fait des dépenses déclarées au titre d'opérations subventionnées dans le cadre des programmes du Fonds social européen.
- Respecter les règles régissant le Code des marchés publics, notamment pour l'emploi de prestataires
- Respecter les règles et priorités des politiques communautaires, notamment les règles de concurrence, de passation des marchés publics, et le principe d'égalité des chances entre les femmes et les hommes ;
- Fournir toutes les informations sur les participants permettant de renseigner les indicateurs au vu desquels, le Département sera amené à évaluer l'efficacité des parcours d'insertion et particulièrement, la nature des sorties ;
- Se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le Département ou tout autre instance nationale ou communautaire désignée à cet effet ;
- Solliciter l'accord express du Département pour toute utilisation à des fins commerciales ou non, des travaux, études, résultats, sous quelque support que ce soit, subventionnés par le Fonds Social Européen.
- Signaler au Département tout changement juridique, financier, technique touchant l'organisation de la structure, de nature à affecter les conditions de réalisation de l'opération cofinancée.
- Respecter les règles d'hygiène et de sécurité applicables aux chantiers d'insertion et en particulier :
 - les salariés bénéficieront d'une tenue de sécurité adéquate, permettant l'exercice de leur fonction sur le chantier,
 - une visite médicale sera organisée pour les salariés. Elle vérifiera la compatibilité de l'état de santé du salarié en insertion et le travail accompli sur le chantier ;
- Contracter les assurances garantissant les dommages d'ouvrage et les responsabilités civiles liées à l'opération (dommages aux biens, aux personnes, ...) ;
- Respecter les règles de droit social, commercial et fiscal.

III – Les dispositifs de l'appel à projets

Dispositif 1 de la convention 2018 -2020 de subvention globale départementale - PON AXE 3 - OS 3.9.1.1

3.1 L'Insertion Sociale et l'Insertion Professionnelle – ISIP

<p>Objectifs spécifiques</p>	<p>Le dispositif Insertion Sociale Insertion Professionnelle – ISIP se situe au cœur du parcours socioprofessionnel du bénéficiaire, et plus précisément entre la phase de diagnostic élaboré par son référent et la phase de placement et de suivi dans l'emploi.</p> <p>Ce dispositif a pour objectifs spécifiques de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'inclusion sociale en développant la citoyenneté, l'utilité sociale et la solidarité • Traiter les freins périphériques à l'emploi : santé, logement, mobilité ... • Elaborer et valider un projet professionnel • Permettre l'accès à un emploi durable
<p>Porteurs de projets éligibles</p>	<p>L'ISIP s'adresse aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Associations à but non lucratif ayant pour objet l'accompagnement des publics fragilisés - Etablissements Publics - Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) - Etablissements privés gérant un service public - Structures relevant du secteur privé si compétence de l'accompagnement des personnes fragilisées - Personnes compétentes dans l'accompagnement des publics en difficulté, ex : auto entrepreneur
<p>Démarche opérationnelle / Modalités de mise en œuvre et de suivi</p>	<p>L'ISIP prévoit deux vitesses d'accompagnement de mobilisation sociale et de mobilisation professionnelle, potentiellement cumulables entre elles.</p> <p>Cet accompagnement, composé de modules identifiés comme fondamentaux dans un parcours d'insertion socioprofessionnelle, a été conçu pour s'adapter aux besoins de chaque bénéficiaire.</p> <div data-bbox="683 1391 1337 1944" data-label="Diagram"> </div> <p>Ainsi, orienté à l'appui d'un diagnostic social et professionnel élaboré préalablement par son référent, chaque participant pourra bénéficier des modules qui lui sont</p>

	<p>nécessaires pour un accompagnement le plus individualisé possible s'appuyant sur ses compétences et une réponse ajustée sur mesure à ses besoins.</p> <p>Les Services Locaux Allocation Insertion devront être impérativement associés dès la phase d'accueil et d'interprétation du diagnostic pour valider le parcours des bénéficiaires.</p>
Durée	<p>Chaque projet doit être réalisé dans un délai maximum de 12 mois, sous réserve de la notification par les services départementaux d'un accord de la Commission Permanente du Conseil départemental.</p> <p>En aucun cas, il ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.</p>
Moyens mobilisés / modalités de suivi	<p>Chaque porteur de projet prendra soin de mobiliser des moyens humains et matériels adéquats à la conduite des opérations proposées ainsi qu'au suivi administratif et financiers. Les moyens mobilisés devront faire l'objet d'une description exhaustive dans les demandes.</p>
Résultats attendus	<p>Le nombre et le taux de sorties dynamiques prévisionnel devra être présenté et détaillé :</p> <p style="text-align: center;">SORTIES DYNAMIQUES = Emplois durables <i>CDI</i> <i>CDD de 6 mois et plus (hors contrat aidé)</i> <i>Contrat de mission de 6 mois et plus</i> <i>Création d'entreprise</i> <i>Intégration dans la fonction publique</i> + Emplois de transition <i>CDD de moins de 6 mois</i> <i>Contrat de mission de moins de 6 mois</i> <i>Contrat aidé conclu sous la forme d'un CDD</i> + Sorties positives <i>Formation qualifiante ou poursuite de formation qualifiante</i> <i>Embauche sur un emploi d'insertion par une (autre) SIAE</i> <i>Autre sortie positive</i></p> <p>Par ailleurs, les suites de parcours vers une autre étape d'insertion seront également valorisées, de même que les actions ayant pour objet la résolution des freins périphériques à l'emploi (santé, mobilité, logement...etc.).</p>
Modalités de financement	<p>Le Département du Pas-de-Calais, avec le concours du Fonds Social Européen, participe au financement des charges directes et des charges indirectes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Les charges directes</u> : Frais de personnel liés aux intervenants pédagogiques + frais induits par la délocalisation de l'accompagnement • <u>Les Prestations externes</u> • <u>Des charges indirectes</u> conformément aux règles de forfaitisation du Fonds Social Européen <p>Le FSE intervient en cofinancement de l'aide départementale à hauteur de 60% de la subvention sollicitée.</p>
Calendrier de dépôt du projet	<p>Les projets devront être déposés sur le site https://ma-demarche-fse.fr/demat pour le 26 février 2018 à minuit.</p> <p>Passé ce délai, aucune demande ne pourra être déclarée comme recevable.</p>

Dispositif 2 de la convention 2018 -2020 de subvention globale départementale - PON AXE 3 - OS 3.9.1.1

3.2 L'aide à l'encadrement dans les Ateliers et Chantiers d'Insertion – Chantiers permanents

Objectifs spécifiques	Les opérations proposées auront pour objet de mettre en œuvre un encadrement technique et un accompagnement socioprofessionnel performant et pertinent dans le cadre de mises en situation de travail au sein d'une structure porteuse d'un Atelier et Chantier d'Insertion.
Porteurs de projets éligibles	Ce dispositif de l'appel à projets s'adresse exclusivement aux associations loi 1901 porteuses d'un Atelier et Chantier d'Insertion. Ces structures devront préalablement avoir obtenu l'agrément de l'état (CDIAE) pour chaque chantier ou atelier mis en œuvre afin de solliciter l'aide du Département.
Démarche opérationnelle / Modalités de mise en œuvre et de suivi	<p>Chaque structure développe l'approche pédagogique qui lui apparaît comme la plus pertinente, dans le respect des principes suivants :</p> <p>Concernant l'accompagnement socioprofessionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aider à la mise en œuvre, en interne ou en externe, de parcours individualisés en fonction des projets identifiés et validés : ces parcours devant être déclinés en étapes nécessaires à l'atteinte de l'objectif visé, y compris à l'issue de l'opération ; - susciter et favoriser des stratégies de recherche d'emploi, en partenariat avec les dispositifs de placement à l'emploi, les autres structures d'Insertion par l'Activité Economique, les entreprises du secteur marchand. <p>Concernant l'encadrement technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - permettre la mise en situation professionnelle des personnes par l'acquisition des gestes professionnels et un apprentissage encadré par un tuteur qualifié, en tenant compte bien entendu des contraintes de production ; - inscrire les bénéficiaires dans une stratégie de montée en qualification et de retour à l'emploi par un accompagnement visant l'adaptation au poste de travail et la valorisation des compétences acquises par une mise à niveau des connaissances et des qualifications, transférables sur un autre poste, dans un autre secteur d'activité ; - respecter et faire respecter les règles de sécurité imposées par le droit du travail. <p>Le porteur proposera régulièrement au Service Local Allocation Insertion de la Maison du Département Solidarités (MDS/SLAI) du territoire des comités dont l'objet est le suivi de l'opération et en particulier des parcours d'insertion.</p> <p>En tout état de cause, la démarche opérationnelle retenue ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi devront faire l'objet d'une description exhaustive dans les demandes.</p> <p>Les indicateurs suivants seront particulièrement mis en valeur : nombre de participants accueillis, nombre d'heures d'accompagnement socioprofessionnel, nombre d'heures d'encadrement technique, description du phasage, des méthodes</p>

	et des outils d'accompagnement (individuel ou collectif), liens développés avec le secteur économique (interventions de professionnels, visites d'entreprises, périodes d'immersion...), fréquence et composition des comités de pilotage....etc.
Durée	<p>Chaque projet doit être réalisé dans un délai maximum de 12 mois, soit entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2018, sous réserve de la notification par les services départementaux d'un accord de la Commission Permanente du Conseil départemental.</p> <p>En aucun cas, il ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.</p>
Moyens mobilisés / modalités de suivi	Chaque porteur de projet prendra soin de mobiliser des moyens humains et matériels adéquats à la conduite des opérations proposées ainsi qu'au suivi administratif et financiers. Les moyens mobilisés devront faire l'objet d'une description exhaustive dans les demandes.
Résultats attendus	<p>Le nombre et le taux de sorties dynamiques prévisionnel devra être présenté et détaillé :</p> <p style="text-align: center;">SORTIES DYNAMIQUES = Emplois durables <i>CDI</i> <i>CDD de 6 mois et plus (hors contrat aidé)</i> <i>Contrat de mission de 6 mois et plus</i> <i>Création d'entreprise</i> <i>Intégration dans la fonction publique</i> + Emplois de transition <i>CDD de moins de 6 mois</i> <i>Contrat de mission de moins de 6 mois</i> <i>Contrat aidé conclu sous la forme d'un CDD</i> + Sorties positives <i>Formation qualifiante ou poursuite de formation qualifiante</i> <i>Embauche sur un emploi d'insertion par une (autre) SIAE</i> <i>Autre sortie positive</i></p> <p>Par ailleurs, les suites de parcours vers une autre étape d'insertion seront également valorisées, de même que les actions ayant pour objet la résolution des freins périphériques à l'emploi (santé, mobilité, logement...etc.).</p>
Modalités de financement	<p>Le Département du Pas-de-Calais, avec le concours du Fonds Social Européen, participe au financement des charges directes et des charges indirectes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Les charges directes</u> : Frais de personnel liés à l'encadrement technique et/ou socioprofessionnel des participants • <u>Des charges indirectes</u> conformément aux règles de forfaitisation du Fonds Social Européen <p>Le FSE intervient en cofinancement de l'aide départementale à hauteur de 60% de la subvention sollicitée.</p>
Calendrier de dépôt du projet	<p>Les projets devront être déposés sur le site https://ma-demarche-fse.fr/demat pour le 26 février 2018 à minuit.</p> <p>Passé ce délai, aucune demande ne pourra être déclarée comme recevable.</p>

3.3 L'aide à l'encadrement dans les Ateliers et Chantiers d'Insertion – Chantiers ponctuels dits chantiers écoles

Objectifs spécifiques	La mise en place d'étapes de parcours en Chantier Ecole constitue un enjeu important pour une mise en œuvre pertinente des parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Aussi, les opérations proposées auront pour objet de mettre en œuvre un encadrement technique et un accompagnement socioprofessionnel performant et pertinent pour des mises en situation de travail dans le cadre d'un Chantier Ecole. Les activités dites « supports » à cette action d'insertion devront porter sur des biens « d'utilité sociale ».
Porteurs de projets éligibles	Ce dispositif de l'appel à projets s'adresse exclusivement aux associations loi 1901 porteuses d'un Atelier et Chantier d'Insertion. Ces structures devront préalablement avoir obtenu l'agrément de l'état (CDIAE) pour chaque chantier ou atelier mis en œuvre afin de solliciter l'aide du Département.
Démarche opérationnelle / Modalités de mise en œuvre et de suivi	<p>Chaque structure développe l'approche pédagogique qui lui apparaît comme la plus pertinente, dans le respect des principes suivants :</p> <p>Concernant l'accompagnement socioprofessionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre, en interne ou éventuellement avec l'appui d'organismes spécialisés, un accompagnement individualisé renforcé en vue d'améliorer les conditions d'existence du bénéficiaire (logement, santé, dettes,...), - Favoriser leur accès aux droits fondamentaux, - Aider à la mise en œuvre, en interne ou en externe, des parcours individualisés en fonction des projets identifiés et validés : ces parcours devant être déclinés en étapes nécessaires à l'atteinte de l'objectif, y compris à l'issue du chantier école, - Susciter et favoriser les stratégies de recherche d'emploi, en partenariat avec les dispositifs de placement à l'emploi, les autres structures d'Insertion par l'Activité Economique, les entreprises du secteur marchand. <p>Concernant l'encadrement technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de permettre la mise en situation professionnelle des personnes et l'acquisition des gestes professionnels par un apprentissage encadré par un tuteur qualifié, en tenant compte des contraintes de production, - d'inscrire les bénéficiaires dans une stratégie de professionnalisation et de retour à l'emploi par un accompagnement favorisant l'adaptation au poste de travail, la valorisation du niveau de connaissances et de qualification. - respecter et faire respecter les règles de sécurité imposées par le droit du travail. <p>Le porteur proposera régulièrement au Service Local Allocation Insertion de la Maison du Département Solidarités (MDS/SLAI) du territoire des comités dont l'objet est le suivi de l'opération et en particulier des parcours d'insertion.</p> <p>En tout état de cause, la démarche opérationnelle retenue ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi devront faire l'objet d'une description exhaustive dans les demandes.</p> <p>Les indicateurs suivants seront particulièrement mis en valeur : nombre de participants accueillis, nombre d'heures d'accompagnement socioprofessionnel, nombre d'heures d'encadrement technique, description du phasage, des méthodes</p>

	et des outils d'accompagnement (individuel ou collectif), liens développés avec le secteur économique (interventions de professionnels, visites d'entreprises, périodes d'immersion...), fréquence et composition des comités de pilotage....etc.
Durée	Chaque projet doit être réalisé dans un délai maximum de 12 mois à compter de la notification par les services départementaux d'un accord de la Commission Permanente du Conseil départemental. En aucun cas, il ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.
Moyens mobilisés / modalités de suivi	Chaque porteur de projet prendra soin de mobiliser des moyens humains et matériels adéquats à la conduite des opérations proposées ainsi qu'au suivi administratif et financiers. Les moyens mobilisés devront faire l'objet d'une description exhaustive dans les demandes.
Résultats attendus	Le nombre et le taux de sorties dynamiques prévisionnel devra être présenté et détaillé : <p style="text-align: center;">SORTIES DYNAMIQUES = Emplois durables <i>CDI</i> <i>CDD de 6 mois et plus (hors contrat aidé)</i> <i>Contrat de mission de 6 mois et plus</i> <i>Création d'entreprise</i> <i>Intégration dans la fonction publique</i> + Emplois de transition <i>CDD de moins de 6 mois</i> <i>Contrat de mission de moins de 6 mois</i> <i>Contrat aidé conclu sous la forme d'un CDD</i> + Sorties positives <i>Formation qualifiante ou poursuite de formation qualifiante</i> <i>Embauche sur un emploi d'insertion par une (autre) SIAE</i> <i>Autre sortie positive</i></p> Par ailleurs, les suites de parcours vers une autre étape d'insertion seront également valorisées, de même que les actions ayant pour objet la résolution des freins périphériques à l'emploi (santé, mobilité, logement...etc.).
Modalités de financement	Le Département du Pas-de-Calais, avec le concours du Fonds Social Européen, participe au financement des charges directes et des charges indirectes : <ul style="list-style-type: none"> • <u>Les charges directes</u> : Frais de personnel liés à l'encadrement technique et/ou socioprofessionnel des participants ; • <u>Des charges indirectes</u> conformément aux règles de forfaitisation du Fonds Social Européen Le FSE intervient en cofinancement de l'aide départementale à hauteur de 60% de la subvention sollicitée.
Calendrier de dépôt du projet	Les projets pourront être déposés sur le site https://ma-demarche-fse.fr/demat jusqu'au 31 décembre 2018. Passé ce délai, aucune demande ne pourra être déclarée comme recevable. Les porteurs prendront soin de déposer les dossiers de demande au minimum 4 mois avant le démarrage souhaité de l'opération, et ce afin de répondre aux nécessités calendaires de l'instruction et du processus de validation (comitologie).

3.4 L'aide à l'encadrement dans les Ateliers et Chantiers d'Insertion – Chantiers « Un Emploi Un Toit »

<p>Objectifs spécifiques</p>	<p>La mise en place d'étapes de parcours dans le cadre du dispositif « Un emploi, un toit » constitue un enjeu important pour une mise en œuvre pertinente des parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi, en particulier des jeunes de moins de 25 ans.</p> <p>Aussi, les projets proposés auront pour objet de mettre en œuvre un encadrement technique et un accompagnement socioprofessionnel performant et pertinent pour des mises en situation de travail dans le cadre d'opérations ayant pour « supports » à la démarche d'insertion des opérations de rénovation et de réhabilitation de logements dits « d'utilité sociale ».</p> <p>Il pourra notamment s'agir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de logements d'appartenance communale, intercommunale, C.C.A.S., C.I.A.S., ... nécessitant une rénovation et un aménagement ; - ou de logements de bailleurs sociaux, dans le cadre de rénovations, en complément des travaux réalisés par des entreprises dites « classiques ».
<p>Porteurs de projets éligibles</p>	<p>Ce dispositif de l'appel à projets s'adresse exclusivement aux associations loi 1901 porteuses d'un Atelier et Chantier d'Insertion. Ces structures devront préalablement avoir obtenu l'agrément de l'état (CDIAE) pour chaque chantier ou atelier mis en œuvre afin de solliciter l'aide du Département.</p>
<p>Démarche opérationnelle / Modalités de mise en œuvre et de suivi</p>	<p>Chaque structure développe l'approche pédagogique qui lui apparaît comme la plus pertinente, dans le respect des principes suivants :</p> <p>Concernant l'accompagnement socioprofessionnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre, en interne ou éventuellement avec l'appui d'organismes spécialisés, un accompagnement individualisé renforcé en vue d'améliorer les conditions d'existence du bénéficiaire (logement, santé, dettes,...), - Favoriser leur accès aux droits fondamentaux, - Aider à la mise en œuvre, en interne ou en externe, des parcours individualisés en fonction des projets identifiés et validés : ces parcours devant être déclinés en étapes nécessaires à l'atteinte de l'objectif, y compris à l'issue du chantier école, - Susciter et favoriser les stratégies de recherche d'emploi, en partenariat avec les dispositifs de placement à l'emploi, les autres structures d'Insertion par l'Activité Economique, les entreprises du secteur marchand. <p>Concernant l'encadrement technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Permettre la mise en situation professionnelle des personnes et l'acquisition des gestes professionnels par un apprentissage encadré par un tuteur qualifié, en tenant compte des contraintes de production, - Inscire les bénéficiaires dans une stratégie de professionnalisation et de retour à l'emploi par un accompagnement favorisant l'adaptation au poste de travail, la valorisation du niveau de connaissances et de qualification. - Respecter et faire respecter les règles de sécurité imposées par le droit du travail.

	<p>Concernant le logement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De régler, dans la mesure du possible, la problématique logement des personnes accompagnées, qu'ils s'agissent d'accès à un logement, de relogement, de gestion du budget ou d'apurement de dettes ; - Les porteurs de projets et le réseau des partenaires mobilisés notamment sur le volet « logement » s'efforceront de trouver des solutions de relogement pour les participants impliqués dans le dispositif, si possible dans les logements réhabilités dans le cadre de cette opération. <p>Le porteur proposera régulièrement au Service Local Allocation Insertion de la Maison du Département Solidarités (MDS/SLAI) du territoire des comités dont l'objet est le suivi de l'opération et en particulier des parcours d'insertion.</p> <p>En tout état de cause, la démarche opérationnelle retenue ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi devront faire l'objet d'une description exhaustive dans les demandes.</p> <p>Les indicateurs suivants seront particulièrement mis en valeur : nombre de participants accueillis, nombre d'heures d'accompagnement socioprofessionnel, nombre d'heures d'encadrement technique, description du phasage, des méthodes et des outils d'accompagnement (individuel ou collectif), liens développés avec le secteur économique (interventions de professionnels, visites d'entreprises, périodes d'immersion...), fréquence et composition des comités de pilotage....etc.</p>
Durée	<p>Chaque projet doit être réalisé dans un délai maximum de 12 mois à compter de la notification par les services départementaux d'un accord de la Commission Permanente du Conseil départemental.</p> <p>En aucun cas, il ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.</p>
Moyens mobilisés / modalités de suivi	<p>Chaque porteur de projet prendra soin de mobiliser des moyens humains et matériels adéquats à la conduite des opérations proposées ainsi qu'au suivi administratif et financiers. Les moyens mobilisés devront faire l'objet d'une description exhaustive dans les demandes.</p>
Résultats attendus	<p>Le nombre et le taux de sorties dynamiques prévisionnel devra être présenté et détaillé :</p> <p style="text-align: center;">SORTIES DYNAMIQUES =</p> <p style="text-align: center;">Emplois durables</p> <p style="text-align: center;"><i>CDI</i> <i>CDD de 6 mois et plus (hors contrat aidé)</i> <i>Contrat de mission de 6 mois et plus</i> <i>Création d'entreprise</i> <i>Intégration dans la fonction publique</i></p> <p style="text-align: center;">+</p> <p style="text-align: center;">Emplois de transition</p> <p style="text-align: center;"><i>CDD de moins de 6 mois</i> <i>Contrat de mission de moins de 6 mois</i> <i>Contrat aidé conclu sous la forme d'un CDD</i></p> <p style="text-align: center;">+</p> <p style="text-align: center;">Sorties positives</p> <p style="text-align: center;"><i>Formation qualifiante ou poursuite de formation qualifiante</i> <i>Embauche sur un emploi d'insertion par une (autre) SIAE</i> <i>Autre sortie positive</i></p>

	Par ailleurs, les suites de parcours vers une autre étape d'insertion seront également valorisées, de même que les actions ayant pour objet la résolution des freins périphériques à l'emploi (santé, mobilité, logement...etc.).
Modalités de financement	<p>Le Département du Pas-de-Calais, avec le concours du Fonds Social Européen, participe au financement des charges directes et des charges indirectes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>des charges directes</u> : Frais de personnel liés à l'encadrement technique et/ou socioprofessionnel des participants ; • <u>Des charges indirectes</u> conformément aux règles de forfaitisation du Fonds Social Européen <p>Le FSE intervient en cofinancement de l'aide départementale à hauteur de 60% de la subvention sollicitée.</p>
Calendrier de dépôt du projet	<p>Les projets pourront être déposés sur le site https://ma-demarche-fse.fr/demat jusqu'au 31 décembre 2018. Passé ce délai, aucune demande ne pourra être déclarée comme recevable.</p> <p>Les porteurs prendront soin de déposer les dossiers de demande au minimum 4 mois avant le démarrage souhaité de l'opération, et ce afin de répondre aux nécessités calendaires de l'instruction et du processus de validation (comitologie).</p>

Dispositif 3 de la convention 2018 -2020 de subvention globale départementale - PON AXE 3 - OS 3.9.1.2 OS 3.9.1.3

3.5 Mise en œuvre de la commande publique socialement responsable

Objectifs spécifiques	<p>Le développement des projets en lien avec la politique d'achat socialement responsable doit permettre de répondre aux objectifs spécifiques qui suivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conforter le rôle du facilitateur clauses dans sa mission de service public au service des entreprises comme guichet unique territorial, favoriser la mise en place de projets facilitant les liens entre l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) et la clause, ou le repérage de candidats. • Décliner de manière opérationnelle le suivi des opérations en phase de mise en œuvre, assurer le contact entreprise... • Permettre une interface unique pour les entreprises soumises aux clauses sociales pour différents maîtres d'ouvrage et une veille active sur les parcours d'insertion ainsi construits. • Développer l'utilisation des quatre principales modalités d'insertion issues du cadre juridique de la commande publique, tout en privilégiant la diversité des secteurs d'achat et l'élargissement des publics mobilisables • Conforter et améliorer les passerelles entre le secteur économique et celui de l'insertion concourant au retour à l'emploi des publics
Porteurs de projets éligibles	<p>Sont autorisés à déposer un projet :</p> <p>Les structures associatives répondant aux principes de la loi de 1901, porteuses d'un PLIE, dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.</p>
Démarche opérationnelle / Modalités de mise en œuvre et de suivi	<p>Chaque structure développe l'approche pédagogique qui lui apparaît comme la plus pertinente.</p> <p>Le développement d'actions liées à la mise en œuvre de la clause d'insertion dans les achats passés par le Département (maîtrise d'ouvrage départementale MOD), ainsi que pour ceux qui sont soutenus par celui-ci auprès des collectivités locales ou partenaires (hors MOD) ainsi que des actions innovantes sont particulièrement visées.</p> <p>Ces actions sont considérées comme des actions de « soutien aux structures ».</p> <p>Le porteur proposera régulièrement au Service Local Allocation Insertion de la Maison du Département Solidarités (MDS/SLAI) du territoire des comités dont l'objet est le suivi de l'opération et en particulier des parcours d'insertion.</p> <p>En tout état de cause, la démarche opérationnelle retenue ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi devront faire l'objet d'une description exhaustive dans les demandes.</p>
Durée	<p>Ces projets sont prévus dans un cadre de réalisation maximum de 12 mois, soit entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année 2018.</p> <p>En aucun cas, ils ne peuvent se poursuivre pour une nouvelle période, par tacite reconduction.</p>
Moyens mobilisés / modalités de suivi	<p>Chaque porteur de projet prendra soin de mobiliser des moyens humains et matériels adéquats à la conduite des opérations proposées ainsi qu'au suivi administratif et financiers. Les moyens mobilisés devront faire l'objet d'une description exhaustive dans les demandes.</p>
Résultats attendus	<p>En tant qu'actions de « soutien aux structures », les résultats qualitatifs sont particulièrement visés, en terme de contacts avec les acheteurs qui s'engagent dans</p>

	<p>le dispositif clauses, au niveau du nombre de marchés « clausés », et des résultats prévisionnels et définitifs des opérations ainsi « clausées ».</p> <p>Par ailleurs, la plus value des dispositifs d'aide au repérage ou de déclinaison de passerelles entre l'IAE et les opérateurs économiques de droit privé seront analysés.</p>
Modalités de financement	<p>Le Département du Pas-de-Calais, avec le concours du Fonds Social Européen, participe au financement des charges directes et des charges indirectes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Des charges directes</u> : Frais de personnel liés à l'ingénierie et le développement de projets liés à l'insertion et à « l'achat socialement responsable • <u>Des charges indirectes</u> conformément aux règles de forfaitisation du Fonds Social Européens <p>Le FSE intervient en cofinancement de l'aide départemental à hauteur de 60% de la participation sollicitée.</p>
Calendrier de dépôt du projet	<p>Les projets devront être déposés sur le site https://ma-demarche-fse.fr/demaat pour le 26 février 2018 à minuit.</p> <p>Passé ce délai, aucune demande ne pourra être déclarée comme recevable.</p>

3.6 L'Appui aux dispositifs d'insertion

Objectifs spécifiques	<p>Dans le cadre de la bataille pour l'emploi conduite par le Département, avec le soutien du Fonds Social Européen, des structures œuvrant sur le champ de l'insertion et de l'emploi mettent en œuvre des dispositifs qui répondent aux préoccupations départementales conformément aux axes prioritaires identifiés au 1.5.</p> <p>Ces opérations visent avant tout la (re)construction de l'employabilité des personnes éloignées de l'emploi, en particulier des bénéficiaires du RSA ou des jeunes demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, ainsi que la construction de parcours d'insertion cohérents et progressifs.</p> <p>Les opérations relevant des dispositifs 1,2 et 3 ne constituent pas l'ensemble des réponses qui peuvent être apportées auprès des personnes les plus éloignées de l'emploi. L'appui aux dispositifs d'insertion doit permettre de proposer des opérations innovantes, exemplaires et structurantes sur le territoire départemental.</p> <p> <u>Innovantes :</u> Au niveau européen, dans son Guide de l'innovation sociale (2013), la Commission européenne définit ainsi l'innovation sociale : « L'innovation sociale peut être définie comme le développement et la mise en œuvre de nouvelles idées (produits, services et modèles) pour répondre à des besoins sociaux et créer de nouvelles relations ou collaborations sociales. Elle a pour but d'améliorer le bien-être humain ». La Commission ajoute que ces innovations « sont sociales à la fois dans leurs finalités et dans leurs moyens ». L'objectif a donc pour ambition de permettre plus d'efficacité, de mieux articuler les différents accompagnements, de savoir faire preuve d'imagination, de dépasser les visions classiques, de changer d'approche etc... Il peut s'agir aussi de repérer et d'essaimer les initiatives intéressantes en capitalisant les pratiques et en analysant les impacts.</p> <p> <u>Exemplaires :</u> Il peut s'agir de développer des projets d'actions individuelles et/ou collectives favorisant le décroisement des politiques publiques d'inclusion et des autres politiques notamment de la culture, le sport, l'environnement</p> <p> <u>Structurantes :</u> Il peut s'agir :</p> <ul style="list-style-type: none">• D'accompagner les grands chantiers structurants (Ex : Grand Site des 2 Caps, Renouveau du Bassin Minier...) comme vecteurs de développement territorial et humains (développement social écologique et économique)• D'anticiper territorialement les gisements d'emplois par territoires suite à implantations, extensions d'entreprises• De s'appuyer sur les services économiques locaux (agences de développement local, EPCI ...)• D'organiser des opérations de proximité dont le double objet est, d'une part, de lever les barrières psychologiques qui constituent un frein à la mobilité, et d'autre part, de favoriser l'autonomie dans les déplacements physiques. <p>Dans tous les cas, les opérations devront respecter quelques grands principes directeurs à savoir :</p>
-----------------------	--

	<ul style="list-style-type: none"> • S'adresser aux publics cibles que sont les bénéficiaires de RSA et les jeunes de moins de 26 ans • Proposer une trajectoire vers l'emploi pour lesdits publics • Proposer un accompagnement individuel et/ou collectif
Porteurs de projets éligibles	Ce dispositif d'appui de l'appel à projets s'adresse aux porteurs du territoire départemental afin de recueillir leurs propositions d'actions.
Démarche opérationnelle / Modalités de mise en œuvre et de suivi	<p>Chaque structure développe l'approche pédagogique qui lui apparaît comme la plus pertinente.</p> <p>Le porteur proposera régulièrement au Service Local Allocation Insertion de la Maison du Département Solidarités (MDS/SLAI) du territoire des comités dont l'objet est le suivi de l'opération et en particulier des parcours d'insertion.</p> <p>En tout état de cause, la démarche opérationnelle retenue ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi devront faire l'objet d'une description exhaustive dans les demandes.</p> <p>Les indicateurs suivants seront particulièrement mis en valeur : nombre de participants accueillis, nombre d'heures d'accompagnement individuel et collectif pour chaque participant, nombre de participants par groupe (le cas échéant), description du phasage, des méthodes et des outils d'accompagnement (individuel ou collectif), articulation et nombre d'heures des différentes phases, liens développés avec le secteur économique (interventions de professionnels, visites d'entreprises, périodes d'immersion...), fréquence et composition des comités de pilotage....etc.</p>
Durée	<p>Chaque projet doit être réalisé dans un délai maximum de 12 mois à compter de la notification par les services départementaux d'un accord de la Commission Permanente du Conseil départemental.</p> <p>En aucun cas, il ne peut se poursuivre pour une nouvelle période par tacite reconduction.</p>
Moyens mobilisés / modalités de suivi	Chaque porteur de projet prendra soin de mobiliser des moyens humains et matériels adéquats à la conduite des opérations proposées ainsi qu'au suivi administratif et financiers. Les moyens mobilisés devront faire l'objet d'une description exhaustive dans les demandes.
Résultats attendus	<p>Le nombre et le taux de sorties dynamiques prévisionnel devra être présenté et détaillé :</p> <p style="text-align: center;">SORTIES DYNAMIQUES = Emplois durables <i>CDI</i> <i>CDD de 6 mois et plus (hors contrat aidé)</i> <i>Contrat de mission de 6 mois et plus</i> <i>Création d'entreprise</i> <i>Intégration dans la fonction publique</i> + Emplois de transition <i>CDD de moins de 6 mois</i> <i>Contrat de mission de moins de 6 mois</i> <i>Contrat aidé conclu sous la forme d'un CDD</i> + Sorties positives <i>Formation qualifiante ou poursuite de formation qualifiante</i> <i>Embauche sur un emploi d'insertion par une (autre) SIAE</i> <i>Autre sortie positive</i></p>

	Par ailleurs, les suites de parcours vers une autre étape d'insertion seront également valorisées, de même que les actions ayant pour objet la résolution des freins périphériques à l'emploi (santé, mobilité, logement...etc.).
Modalités de financement	<p>Le Département du Pas-de-Calais, le cas échéant avec le concours du Fonds Social Européen, participe au financement des charges directes et des charges indirectes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Des charges directes</u> : Frais de personnel liés à la mise en œuvre et autres dépenses directement rattachables à l'opération • <u>Des charges indirectes</u> conformément aux règles de forfaitisation du Fonds Social Européens <p>Le cas échéant, le FSE intervient en cofinancement de l'aide départemental à hauteur de 60% de la subvention sollicitée.</p>
Calendrier de dépôt du projet	<p>Les projets devront être déposés sur le site https://ma-demarche-fse.fr/demat pour le 31 décembre 2018 à minuit.</p> <p>Passé ce délai, aucune demande ne pourra être déclarée comme recevable.</p>

IV – Modalités de suivi et d'évaluation des opérations – justification des dépenses

4.1 Entrée et éligibilité des participants

Les participants sont orientés par les Services Locaux Allocation Insertion (SLAI) présents au sein des Maisons du Département Solidarité (MDS) sur chaque territoire concerné, dans le respect de l'organisation territoriale en vigueur.

Cette orientation peut notamment s'appuyer sur les objectifs des contrats d'engagements réciproques réalisés en lien avec les référents RSA professionnel et/ou solidarité.

Chaque MDS/SLAI peut s'opposer à la prise en charge des bénéficiaires pour lesquels la validation préalable n'aurait pas été accordée ou pour tout autre motif laissé à son appréciation.

Les porteurs de projets s'engagent par ailleurs à communiquer aux services départementaux la liste des participants à l'opération en présentant les informations nécessaires au contrôle de l'éligibilité de chaque participant ainsi qu'à renseigner les données relatives aux caractéristiques et à la sortie de chaque participant.

Il revient au porteur de projet de conserver toutes pièces probantes (Carte d'identité ou passeport, attestation CAF justifiant qu'ils relèvent de minimas sociaux au moment de l'entrée dans l'opération, agrément Pôle Emploi pour les participants en SIAE, contrats de travail...etc.)

Pour rappel, pour la période 2014-2020, les modalités de saisie des données de base relatives aux entrées et sorties des participants ont évoluées. Les porteurs de projet doivent obligatoirement renseigner les données relatives à chaque participant, et non plus de manière agrégée. En outre, le suivi des participants constitue une composante majeure du projet. Faute de renseignement, les participants ne pourront être considérés comme éligibles, empêchant ainsi le remboursement de l'aide par la Commission européenne. Les porteurs de projets sélectionnés doivent obligatoirement renseigner les indicateurs de réalisation pour chaque participant, dès son entrée dans l'action. Toutes les données sont déclaratives, et doivent obligatoirement être recueillies (Oui, Non, Ne se prononce pas).

Si l'action a débuté avant la notification de la décision du comité de programmation : une fois le projet retenu par le comité de programmation, le porteur de projet dispose d'un mois à compter de la notification de la décision du comité pour enregistrer les données relatives à chaque participant déjà dans l'action. Pour les participants qui entrent dans l'action après la notification de la décision du comité de programmation, le porteur de projet doit renseigner les données relatives à chaque participant ; il dispose d'un mois, à compter de l'entrée dans l'action pour enregistrer l'ensemble des données relatives à chaque participant.

Si les données ne sont pas renseignées, le participant est considéré comme inexistant. Les données concernant les sorties doivent être renseignées dans le mois suivant la sortie du participant. Au-delà d'un mois, les données saisies ne sont plus prises en compte dans le calcul des indicateurs de résultats immédiats. Cette saisie conditionne la recevabilité du bilan. Un module de suivi spécifique dans *Ma démarche FSE* permet de saisir les données de chaque participant et d'accéder à des tableaux de bord de restitution. Un guide méthodologique pour le recueil et la définition des indicateurs est disponible sur le site *Ma démarche FSE*

Concernant les participants :

Le « guide suivi des participants 2014-2020 » est téléchargeable sur le site « MadémarcheFSE ».

4.2 Suivi des opérations et des parcours

L'organisme s'engage à mettre en œuvre l'opération en conformité avec le dossier de demande de subvention qu'il aura élaboré et proposé aux Services locaux, la MDS-SLAI, et au Service Départemental, le Service Insertion et Emplois en Entreprise (SI2E).

Le porteur de projet utilisera tous les outils et documents de suivi qui lui apparaissent opportuns pour un suivi individuel pertinent ainsi que pour l'évaluation qualitative et quantitative de l'opération. Il s'engage en outre à utiliser tout document, support ou outil mis à disposition par le Département.

Des comités de pilotage permettront d'établir un bilan qualitatif et quantitatif pour chaque période et de suivre la progression des bénéficiaires, au sein du dispositif. Ils ont pour objet l'accompagnement des parcours d'insertion de chacun des participants.

L'organisme s'engage à communiquer à la Maison du Département Solidarité - Service Local Allocation Insertion, 8 jours avant la tenue du comité de pilotage, chaque entrée et sortie de participants, à entretenir une étroite collaboration avec ce service ainsi qu'avec le référent RSA et à utiliser tout document utile, à la demande du Département.

Ces comités de pilotage pourront être complétés par des rencontres et/ou des visites sur place avec le porteur de projet et les services compétents du Département, afin de suivre et d'apprécier le déroulement de chaque projet.

4.3 Evaluation et résultats

A l'issue de l'opération, un bilan final d'exécution sera à remettre au plus tard dans les 6 mois qui suivent la date de fin effective de la convention. Ce bilan final permettra notamment de vérifier l'atteinte des objectifs individuels et collectifs attendus.

Il revient au porteur de déterminer, dès la demande, les indicateurs pertinents au regard de la mise en œuvre des projets ainsi que de la progression des parcours et du développement de l'autonomie individuelle.

Les indicateurs présents dans le dossier de demande, notamment concernant le niveau d'instruction, le sexe ou encore le niveau de formation devront à minima être renseignés de manière prévisionnelles et à l'issue de l'opération.

Il en va de même pour le nombre et le taux de sorties dynamiques, qui devra être présenté et détaillé ainsi :

SORTIES DYNAMIQUES =

Emplois durables

CDI

CDD de 6 mois et plus (hors contrat aidé)

Contrat de mission de 6 mois et plus

Création d'entreprise

Intégration dans la fonction publique

+

Emplois de transition

CDD de moins de 6 mois

Contrat de mission de moins de 6 mois

Contrat aidé conclu sous la forme d'un CDD

+

Sorties positives

Formation qualifiante ou poursuite de formation qualifiante

Embauche sur un emploi d'insertion par une (autre) SIAE

Autre sortie positive

En ce qui concerne la nature des sorties, des pièces probantes (copie des contrats de travail, attestations de formation etc....) devront être fournies lors du bilan.

Enfin, les suites de parcours vers une autre étape d'insertion pourront également être valorisées, de même que les actions ayant pour objet la résolution des freins périphériques à l'emploi (santé, mobilité, logement...etc.).

4.4 Bilan et Contrôle de Service Fait

A l'issue de l'opération, un bilan final d'exécution sera à remettre au plus tard dans les 6 mois qui suivent la date de fin effective de la convention.

Les agents départementaux des services concernés examineront les dépenses déclarées dans ce bilan à l'occasion de contrôles de service fait, afin de déterminer les dépenses éligibles au regard des règles nationales et communautaires.

Les dépenses déclarées devront correspondre à des dépenses effectivement supportées par le porteur de projet et justifiées par des factures acquittées ou des pièces comptables de valeur probante équivalente.

Les dépenses déclarées devront avoir été réalisées durant la période fixée dans la convention bilatérale établie entre les parties, avoir été acquittées à la date de transmission du bilan correspondant et être effectivement liées et nécessaires à la réalisation du projet.

Il convient de communiquer au service gestionnaire la liste détaillée des pièces comptables et non comptables justifiant la réalisation des actions, le respect des règles de publicité des aides FSE, l'éligibilité des participants ainsi que les dépenses et ressources déclarées dans le bilan.

De plus, il est nécessaire de justifier les calculs permettant le passage de la comptabilité générale à la comptabilité du projet.

Le Département pourra en particulier, procéder à une réduction de l'aide du FSE afin d'éviter tout sur-financement des dépenses effectives de l'opération et, le cas échéant, afin de respecter le montant ou le taux maximum d'aide publique autorisé par les règles nationales et communautaires de concurrence.

L'organisme porteur de projet pourra être amené à rembourser la totalité des sommes versées si le bilan final d'exécution n'est pas produit dans les 6 mois au plus tard après l'échéance de la convention, ou s'il s'avère après un contrôle d'une instance départementale, nationale ou communautaire, que les pièces justificatives produites sont non fondées.

4.5 Justification des dépenses

Concernant le temps de travail et les charges salariales :

- 1) Pour le personnel affecté à 100%, il conviendra de produire notamment la fiche de poste, le contrat de travail ou la lettre de mission de leur temps de travail sur la durée de réalisation de l'opération
- 2) Pour le personnel dont le temps de travail est consacré en partie à la réalisation de l'opération, il conviendra d'appliquer l'arrêté du 25 janvier 2017 relatif à l'éligibilité des dépenses modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 :
 - Pour les salariés à temps partiel pour qui le pourcentage du temps consacré à l'opération est mensuellement fixe, le temps de travail sur l'opération est justifié par la lettre de mission, la fiche de poste ou le contrat de travail. Ces documents indiquent le pourcentage d'affectation mensuel à l'opération.

- Pour les salariés à temps partiel pour qui le pourcentage du temps consacré à l'opération est variable d'un mois sur l'autre, le temps de travail sur l'opération est justifié :
 - à partir d'extraits de logiciels de suivi du temps détaillant par jour le temps affecté au projet ;
 - à partir de feuilles d'émargement ;
 - à défaut, sur la base d'un état récapitulatif détaillé par jour, daté et signé de façon hebdomadaire ou au minimum mensuellement par la personne rémunérée et son supérieur hiérarchique. A cet effet, une fiche temps type à utiliser pourra être transmise par les services départementaux auprès des porteurs qui en feraient la demande.

4.6 Contacts et communication

La structure s'engage à préciser l'apport financier et technique du Département ainsi que du Fonds Social Européen à la réalisation de l'opération, lors de toute communication au public et aux médias.

Pendant la phase d'ouverture de l'appel à projets, et dans le cadre de l'assistance technique qui pourra être apportée aux porteurs de projets, ces derniers ont la possibilité de prendre contact avec les chefs de service locaux allocation insertion compétents du territoire concerné, pour de plus amples renseignements.

Pour toute information complémentaire relative à l'appel à projets, vous pouvez prendre contact avec le Service Insertion et Emplois en Entreprise (SI2E) ou le Service Local Allocation Insertion (SLAI) dont vous dépendez :

Au titre du territoire :

- les Services Locaux Allocation Insertion (MDS-SLAI) :
 - MDS Arrageois-SLAI au 03 21 15 21 10
 - MDS Artois-SLAI au 03 21 56 75 75
 - MDS Boulonnais-SLAI au 03 21 99 46 55
 - MDS Calais-SLAI au 03 21 00 01 96
 - MDS Hénin-Carvin-SLAI au 03 21 08 80 30
 - MDS Lens-Liévin-SLAI au 03 21 14 71 00
 - MDS Montreuillois-Ternois-SLAI au 03 21 90 88 21
 - MDS Audomarois-SLAI au 03 21 11 12 92

Pour toute question relative à l'engagement départemental :

- Le Service Insertion et Emplois en Entreprise : 03 21 21 65 21

4.7 Réclamations et lutte contre la fraude

La Direction Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle - DGEFP ainsi que le Département du Pas-de-Calais impliqués dans la mise en œuvre du programme opérationnel Fonds Social Européen – FSE s'inscrivent dans une démarche qualité. Il se peut néanmoins que vous soyez insatisfait d'un service ou du traitement de votre dossier et que vous souhaitiez formuler une réclamation.

La plateforme EOLYS <https://www.plateforme-eolys.fse.gouv.fr/> a pour but d'assurer la réception de votre réclamation et le suivi du traitement de celle-ci. Tout porteur de projet, bénéficiaire ou structure peut déposer une réclamation concernant le traitement de son dossier. Il convient néanmoins de

privilégier des échanges directs avec les services départementaux avant d'entamer toute démarche de réclamation sur la plateforme.

L'Union Européenne (UE) est mobilisée depuis plusieurs années dans la lutte contre la fraude affectant le budget de l'UE et la corruption.

Dans le cadre du FSE, l'article 125 § 4 du règlement n° 1303/2013 recommande à l'autorité de gestion de mettre en place les « mesures antifraude efficaces et proportionnées tenant compte des risques recensés » et à prendre les mesures nécessaires pour prévenir, détecter et sanctionner la fraude et les irrégularités de manière efficace, et rembourser les montants irréguliers au budget de l'UE.

L'article 59 du règlement financier (UE) n° 966/2012 impose aux États membres la responsabilité première dans le cadre de la gestion partagée des risques de fraude.

La Direction Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle - DGEFP ainsi que le Département du Pas-de-Calais impliqués dans la mise en œuvre du programme opérationnel Fonds Social Européen – FSE sont engagés dans une démarche de lutte contre la fraude.

La plate-forme ELIOS <https://www.plateforme-eolys.fse.gouv.fr/> est la plateforme destinée à recueillir les soupçons de fraude sur les interventions FSE au titre des programmes FSE.

Annexe: 1. Liste des pièces à fournir obligatoirement

► Pour tous les organismes bénéficiaires

- Courrier de sollicitation à adresser à Monsieur le Président du Conseil Départemental du Pas-de-Calais
- Dossier de demande de subvention daté, signé et cacheté, avec identification précise du signataire (nom, prénom, fonction)
- Document attestant de la capacité du représentant légal à engager la responsabilité de l'organisme pour l'opération
- Délégation éventuelle de signature (délibération ou selon le modèle de l'annexe 3)
- Documents attestant de l'engagement de chaque financeur (autre que l'organisme bénéficiaire) :
(à remettre dans les meilleurs délais possibles s'ils ne peuvent être transmis avec la demande)
 - * copie des conventions, arrêtés attributifs et agréments
 - * à défaut, attestations d'engagement (selon le modèle de l'annexe 4)
 - * à défaut, lettres d'intention des cofinanceurs, comprenant *a minima* l'identification de l'opération,

le montant de la subvention sollicitée, le coût total de l'opération proposée au cofinancement

et le délai prévu pour la décision du cofinancier

- Relevé d'identité bancaire ou postal
(pour les organismes autres que les collectivités et les établissements publics locaux)
- Attestation sur l'honneur de la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme
- Attestation fiscale ou à défaut sur l'honneur de non-assujettissement à la TVA
(si le budget prévisionnel de l'opération est présenté TTC)
- Justificatifs des coûts en cas de prestations externes (devis)
- Document attestant l'accord du tiers pour la valorisation, dans le plan de financement, des dépenses de tiers ou des dépenses en nature, le cas échéant
- Rapport d'activités : Présentation de la structure (production d'une plaquette ou du dernier rapport annuel d'exécution)
- Comptes de résultat annuels détaillés des 3 derniers exercices clos (Bilans et Comptes de Résultat) et annexe comptable
- Annexe comptable
- Balance générale en format Excel

► Pour les associations

- Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture
- Liste des membres du Conseil d'administration
- Statuts
- Dernier bilan et compte de résultat approuvés et rapport éventuel du commissaire aux comptes

► Pour les collectivités territoriales ou les établissements publics

- Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel

► Pour les entreprises ou toute entité exerçant une activité économique ou commerciale régulière

- Fiche de renseignements à remplir pour les entreprises (annexe 2)
- Extrait Kbis, inscription au registre ou répertoire concerné daté de moins de 3 mois
- Pour les entreprises appartenant à un groupe : organigramme précisant les niveaux de participation, effectifs, montants du chiffre d'affaires et du bilan des entreprises du groupe
- Dernière liasse fiscale complète

► Pour les GIP

- Copie de la publication de l'arrêté d'approbation de la convention constitutive
- Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement prévisionnel
- Liste des membres du Conseil d'administration
- Convention constitutive
- Dernier bilan et compte de résultat approuvés et rapport éventuel du commissaire aux comptes

